



**GROUPEMENT HOSPITALIER CENTRE
HÔPITAL ÉDOUARD HERRIOT**



Restructuration du Pavillon A et de son annexe

Accord-cadre N°22_5514 Maîtrise d'œuvre

MS 1 - N° 2022_5529

MS 2 - N° 2022_5530

DCE

CCTP lot n°10 : Appareils élévateurs

06 JUIN 2025

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
1.1	INFORMATIONS GENERALES	3
1.1.1	DESCRIPTION SUCCINCTE DES TRAVAUX	3
1.1.2	CONNAISSANCE DU PROJET	3
1.1.3	LOT TRAITE EN MONTANT GLOBAL ET FORFAITAIRE	4
1.2	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	4
1.2.1	NOTE GENERALE	4
1.2.2	LISTE DES DTU	4
1.2.3	REGLEMENTATIONS ADMINISTRATIVES	4
1.2.4	NORMES ET AVIS TECHNIQUES	5
1.3	DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE	5
1.3.1	DOSSIER D'EXECUTION DES TRAVAUX	5
1.3.2	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	6
1.4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES D'EXECUTION	6
1.4.1	CLAUSES PARTICULIERES	6
1.4.2	CONTROLES ET ESSAIS	6
1.5	LIMITES DE PRESTATIONS	7
1.5.1	TRAVAUX DIVERS A LA CHARGE DU PRESENT LOT	7
1.5.2	LIMITES DES AUTRES LOTS	7
1.5.3	AVERTISSEMENT SUR LA RECEPTION DES OUVRAGES D'AUTRES CORPS D'ETAT	7
1.6	NETTOYAGE ET PROTECTION	8
1.6.1	NETTOYAGE	8
1.6.2	PROTECTION DES OUVRAGES	8
1.6.3	PROTECTIONS COLLECTIVES	8
2	DESCRIPTION DES OUVRAGES	9
2.1	ASCENSEUR 1000 KG - 3 NIVEAUX	9
2.2	OUVRAGES DIVERS	11
2.2.1	PROTECTION DES CABINES	11
2.2.2	CALFEUTREMENT	11
2.2.3	RECEPTION ET ESSAIS	12
2.2.4	ENTRETIEN GRATUIT PENDANT 1 AN	12
3	TRANCHES OPTIONNELLES	13
3.1	TRANCHE OPTIONNELLE 1 : REMPLACEMENT DE L'ASCENSEUR EXISTANT AVEC MISE AUX NORMES DE LA CAGE ...	13
3.1.1	ASCENSEUR VISITEUR 1000 KG - 4 NIVEAUX	13
3.1.2	OUVRAGES DIVERS	15
3.1.2.1	PROTECTION DES CABINES	15
3.1.2.2	CALFEUTREMENT	15
3.1.2.3	RECEPTION ET ESSAIS	16
3.1.2.4	ENTRETIEN PENDANT 1 AN	16

1 GENERALITES

1.1 INFORMATIONS GENERALES

1.1.1 DESCRIPTION SUCCINCTE DES TRAVAUX

Le présent descriptif a pour objet de définir les prestations du lot N° APPAREILS ELEVATEURS nécessaires à la restructuration du PAVILLON A et du futur PC de sécurité situé sur le site du GROUPEMENT HOSPITALIER CENTRE - L'HOPITAL EDOUARD HERRIOT, 5 place d'Arsonval - 69003 Lyon.

L'entreprise du présent lot devra avoir la connaissance de la globalité du dossier de consultation pour ne rien ignorer des travaux qui lui incombent.

L'opération consiste en la restauration du clos et couvert du pavillon A et du futur PC de sécurité de l'hôpital Edouard Herriot, ainsi que l'aménagement intérieur des niveaux du bâtiment.

L'ensemble des travaux concerne les niveaux suivants :

- Au sous-sol : Locaux techniques, locaux logistiques, locaux du personnel (vestiaires / sanitaires). L'opération ne concerne qu'une partie du sous-sol, certains locaux existants, affectés ou non, sont inchangés.
- Au RDC : Hall d'accueil ; service orthopédie (membre inférieur, membre supérieur, plateau de rééducation), service imagerie, PC sécurité.
- Au R+1 : Hôpital de jour (HDJ), service de rhumatologie, service d'anesthésie, locaux du personnel (détente), salle de réunion
- R+2 : Salle de réunion.

L'établissement est un ERP du 1er groupe classé de type U, de 3ème catégorie

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaires, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

1.1.2 CONNAISSANCE DU PROJET

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux.

Les matériaux employés seront de premier choix et mis en œuvre suivant les règles de l'Art, et la réglementation applicable au moment de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra la livraison des installations en parfait état de service.

NOTA IMPORTANT

Concernant le CCTP :

- S'il ne formule aucune observation sur le document DESCRIPTIF avant la signature de son marché ou lettre de commande avec le maître d'ouvrage, l'entrepreneur adjudicataire sera réputé avoir jugé complète et suffisante la description technique des travaux et aucune réclamation ne sera admise ultérieurement.

Concernant la DPGF établi suivant plans de l'Architecte correspondant à la date d'établissement de celui-ci :

- S'il ne formule aucune observation sur le document QUANTITATIF avant la signature de son marché ou lettre de commande avec le maître d'Ouvrage, l'entrepreneur adjudicataire aura jugé ce document complet, quantitativement juste, et aucune réclamation ne sera admise ultérieurement du fait d'oublis ou d'erreurs du bureau de l'Economiste.

1.1.3 LOT TRAITE EN MONTANT GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la Maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'Entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

1.2 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

1.2.1 NOTE GENERALE

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de LYON
- Les cahiers des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B., ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les cahiers des clauses spéciales rattachés au D.T.U. et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics.
- D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.
- Le permis de construire.
- La notice de sécurité.
- Les rapports du bureau de contrôle et leurs applications.
- Les avis du coordonnateur de sécurité et leurs applications.

1.2.2 LISTE DES DTU

- NF DTU 75.1 : Principe d'établissement du programme d'ascenseurs dans les bâtiments ERP.

1.2.3 REGLEMENTATIONS ADMINISTRATIVES

- Réglementation acoustique
- Code de la Construction
- Code de l'Urbanisme
- Textes réglementaires sur l'accessibilité aux handicapés
- Règles de l'Art
- Fascicules du CCTG
- Règlement sanitaire départemental
- Les avis techniques acceptés par la commission technique.

1.2.4 NORMES ET AVIS TECHNIQUES

Liste des Normes applicables au marché :

Les travaux et fournitures diverses seront conformes aux décrets, réglementations et normes en vigueur à la date de remise des offres en particulier à la directive européenne 2006/42/ CE transposée en droit Français par décret de Décembre 2009.

- Normes NF EN 81 et suivantes : Règles de sécurité pour la construction et l'installation d'ascenseurs et monte-charges.
- Norme NF-P 82.200 : Interprétation des règles générales de construction et d'installations concernant la sécurité des ascenseurs et monte-charges
- Norme NF-P 82.201 : Ascenseurs et monte-charges électriques
- Norme NF-P 82.202 : Suspentes
- Norme NF-P 82.204 : Supports de treuils
- Norme NF-P 82.207 : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers
- Norme NF-P 82.208 : Installation d'ascenseurs (ISO 4190-1)
- Norme NF-P 83.31 : Définition des risques potentiels d'installation
- Norme 1570 : Prescription de sécurité des plateformes élévatrice

- Les appareils existants qui seront conservés avec une augmentation de leur course seront transformés selon la norme NF P.82.212.
- Les ascenseurs respecteront la norme EN 81-70 et une plaque gravée CE sera apposée dans toutes les cabines pour le confirmer.
- Ils seront conformes à l'arrêté fixant les dispositions prises pour l'application des articles : R. 111-9 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP.
- Les travaux et fournitures diverses seront conformes aux décrets, réglementations et normes en vigueur à la date de remise des offres et en particulier à la norme française 82/222 concernant les appareils destinés aux personnes à mobilité réduite.
- Nouvelles Normes NF P 82-751 – date d'effet 17 décembre 2010 remplaçant le DTU 75.1 en date d'Octobre 1978 et son Erratum de Février 1979.
- Avis technique du CSTB et agrément concernant les matériaux.
- Notices techniques, des fournisseurs et fabricants, des matériaux utilisés donnant toutes les caractéristiques.
- Le P.G.C. Plan Général de Coordination - Autres documents cités dans le texte du présent CCTP
- NF EN ISO 10211-1 (novembre 1995) : Ponts thermiques du bâtiment - Flux de chaleur et de températures superficielles - Partie 1 : méthodes générales de calcul
- NF EN 12354-1 (août 2002) : Acoustique du bâtiment - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments - Partie 1 : isolement acoustique aux bruits aériens entre locaux.

Les documents techniques et réglementaires et notamment les DTU, les cahiers des prescriptions techniques d'exécution et avis techniques relatifs à d'autres corps d'état qui peuvent avoir des conséquences ou des contraintes sur la mise en œuvre des matériaux et produits du présent corps d'état.

Cette liste n'est pas exhaustive

1.3 DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE

1.3.1 DOSSIER D'EXECUTION DES TRAVAUX

Contenu du dossier d'exécution

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les plans d'exécution,
- Les notes de calculs,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés,

- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

Plans d'exécution

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'Art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés,
- Toutes les dimensions des éléments,
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones,
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état,
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

Visa du dossier d'exécution

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

Notes de calculs

L'Entrepreneur établit une note de calculs complète et cohérente pour la justification de l'ensemble de ses ouvrages, sur la base de la modélisation unique et de toutes les modélisations complémentaires requises.

1.3.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour,
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages,
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché.

1.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES D'EXECUTION

1.4.1 CLAUSES PARTICULIERES

Le système électronique de télésurveillance devra impérativement être non codé, pour être éventuellement réparé par une autre société qui aurait éventuellement décroché le contrat de maintenance.

1.4.2 CONTROLES ET ESSAIS

L'Entrepreneur devra faire exécuter, sous sa responsabilité et à ses frais les essais COPREC correspondants à ses ouvrages en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement.

Les comptes rendus d'essais devront être soumis au Contrôleur Technique de l'Organisme agréé pour examen.

Les contrôles et essais porteront sur les points suivants :

- Vérification des mesures de sécurité suivant N.F.P. 82.201 et suivantes en vigueur.
- Contrôles pour l'isolement de l'installation et mise à la terre.
- Essais statiques.
- Essais de fonctionnement : mesure de vitesse et vérification du nivelage.
- Essais de parachute de cabine.
- Essais de consommation du courant avec charge utile.
- Essais de sécurité des serrures des portes palières.
- Essais de dispositifs en fin de course.
- Vérification de conformité de la manœuvre.
- Essais d'isolation phonique des bruits des appareils en marche.

1.5 LIMITES DE PRESTATIONS

1.5.1 TRAVAUX DIVERS A LA CHARGE DU PRESENT LOT

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif. Seront dus également tous les documents graphiques, notes de calculs et essais. D'une manière générale, tous les travaux entraînés par une modification apportée par le titulaire du présent lot à la solution de base faisant l'objet de l'appel d'offres seront obligatoirement exécutés par les titulaires des lots spécialisés sous la responsabilité et à la charge du titulaire du présent lot.

Travaux divers dus au lot APPAREILS ELEVATEURS :

Outre les travaux décrits à la charge du présent lot dans les documents contractuels et sauf stipulations contraires, l'entreprise devra en outre, et en coordination avec les autres lots :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.
- L'amenée, l'établissement, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, engins, échafaudages, etc., ainsi que les gravois provenant de l'installation.
- Les plans des locaux techniques avec indication des surcharges dues aux matériels.
- Les ossatures métalliques pour les treuils, poulies, etc.
- Les antivibratoires.
- Protection antirouille sur tous les ouvrages métalliques.
- Les raccordements électriques et mises à la terre.
- Les interrupteurs, cuvettes, bouton d'appel ascenseur sur palier, etc.
- La fourniture et pose d'ascenseur 1 000 kg
- Une boîte à clés réglementaires pour accès pompiers.
- Les protections des ouvrages livrés finis jusqu'aux réceptions.
- Les contacts d'alarme de cabine et de défaut de fonctionnement qui sont à raccorder sur les bornes en attente dans les coffrets D.T.U.
- Les divers percements, trous et scellements nécessaires et leur rebouchage et raccords.
- Grille protectrice de la zone moteur.
- Les essais compris main-d'œuvre et matériel nécessaire.
- L'entretien total et gratuit durant 1 an à dater de la réception.
- L'affichage et signalisation réglementaires conforme à la norme en 1570 et à la directive machine 2006/42/CE

L'enlèvement des protections provisoires des ouvrages et, en particulier, celles des protections des travailleurs. Si, à la demande d'un autre corps d'état, ces protections provisoires sont maintenues, leur enlèvement n'est pas dû par l'entreprise.

1.5.2 LIMITES DES AUTRES LOTS

Voir limites de prestations indiquées au CCTC joint au présent dossier de consultation.

1.5.3 AVERTISSEMENT SUR LA RECEPTION DES OUVRAGES D'AUTRES CORPS D'ETAT

L'entrepreneur du présent lot devra fournir aux entreprises intéressées suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires sur documents graphiques. Dans le cas de retard de production de ces informations, les conséquences financières en découlant seront imputées au présent lot. Avant

exécution de ses propres travaux, l'entrepreneur du présent lot devra vérifier les ouvrages exécutés par les autres corps d'état. Sans remarque de sa part, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

1.6 NETTOYAGE ET PROTECTION

1.6.1 NETTOYAGE

Nettoyage des revêtements posés, avant réception, et toutes les précautions seront pris vis-à-vis des ouvrages des autres corps d'état.

L'entrepreneur du présent corps d'état est responsable jusqu'à la réception de ces ouvrages, à cet effet, il devra :

- Préciser par écrit toutes les consignes utiles aux corps d'état intervenant simultanément ou à sa suite,
- Protéger les parements et arêtes exposés pendant le chantier,
- Vérifier et surveiller au fur et à mesure du déroulement du chantier que ses consignes ont bien été respectées.

Les éléments détériorés seront refusés. L'entreprise du présent corps d'état fera immédiatement les changements ou reprises nécessaires pour la remise en état des ouvrages à ses frais et avant toute recherche de responsabilité.

Il est bien précisé que l'entrepreneur titulaire du présent lot devra au fur et à mesure de l'avancement du chantier enlever ses gravois, sans prétendre à une indemnité quelconque.

1.6.2 PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur du présent corps d'état est responsable jusqu'à la réception de la protection de ses ouvrages, à cet effet, il devra entre autres :

- Protéger les arêtes et parements exposés
- Protéger les revêtements par tous moyens jugés utiles (polyane, moquette, panneaux bois)
- Donner par écrit toutes les consignes nécessaires aux corps d'état intervenant après lui.
- Surveiller au fur et à mesure du déroulement du chantier que ces consignes sont respectées.

1.6.3 PROTECTIONS COLLECTIVES

Chaque entrepreneur est soumis à l'application de la réglementation concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur les chantiers BTP.

L'entrepreneur aura la responsabilité d'assurer une bonne mise en application des principes généraux de prévention en concertation avec les autres intervenants responsables : Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, coordonnateur SPS (article L4121 du Code du Travail)

Il devra respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs et notamment :

- La loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993 complétée par ses textes et circulaires d'application
- Le Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 complété par le Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003
- Les recommandations et les directives émanant du Code du Travail, de l'Inspection du Travail, du Médecin du travail, ainsi que des organismes partenaires de la prévention : CRAM, OPPBTP, INRS, règles et législation locales, etc.

Chaque entrepreneur doit apprécier et inclure dans son offre le coût des prestations, ouvrages et mesures de prévention et protection collectives imposées par les textes généraux susvisés, ou définis explicitement ou implicitement dans le Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé.

2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

2.1 ASCENSEUR 1000 KG - 3 NIVEAUX

L'entreprise devra la fourniture et la pose d'un ascenseur 1000 kg modèle 3400 de chez SCHINDLER ou techniquement et esthétiquement équivalent, comprenant :

Caractéristiques générales

Charge nominale (en kg) : 1000 Kg – cabine simple face de service

Vitesse de l'appareil (m/s) : 1.0 m/s

Course : 13.55 m

Nombre de faces de service : 1 face

Nombre d'arrêts : 3

Niveaux desservis : 3 niveaux (SOUS-SOL au R+1)

Dimensions cabine (mm) : 1100 x 2450 mm

Dimensions des gaines (mm) : 1730 x 2450 mm de profondeur

Passage libre des portes (mm) : 900

Hauteur libre des portes (mm) : 2120

Machinerie :

Incluse dans le volume de la gaine (pas de local spécifique)

Système d'élévation électrique, à vis sans fin, avec nacelle, conforme directive 2006/42/CE

Type de moteur :

Sans réducteur, compact, ne nécessitant aucune lubrification (roulements étanches), à variation de fréquence et rendement énergétique élevé (aimants permanents incrustés dans la masse) permettant une réduction de consommation électrique 16 kW.

Régulation :

La conception du système devra permettre et garantir un déplacement doux et sans à-coups.

Nivelage :

Le système de nivelage mis en œuvre devra garantir une précision d'arrêt de 2 mm

Manœuvre :

Il est précisé que le contrôleur de manœuvre devra être silencieux et installé à l'intérieur de la gaine. La manœuvre sera de type collectif. Cette manœuvre permettra, l'enregistrement des commandes de cabine et des appels paliers, ainsi que la mise en mémoire des ordres non satisfaits lorsque la cabine est en pleine charge.

Les commandes de secours et d'inspection doivent être accessibles à partir du palier. La manœuvre prendra en compte les informations de la SSI en cas d'étages sinistrés par le feu, conformément à l'article U 36 (NON STOP).

Protection antichute :

L'ascenseur sera équipé de parachute à effet amorti déclenché par le régulateur de vitesse y compris le réenclenchement à distance et le contrôle du fonctionnement depuis le palier.

Nota : Des dispositifs anti-vibratiles pour l'ensemble des équipements, treuil, moteur, poulies (y compris les poulies de renvoi et de flexion) et pour l'armoire électrique seront à mettre en œuvre

Télésurveillance :

Tous les appareils devront être équipés d'un système de télésurveillance et d'un KIT GSM dont l'armoire devra être installée obligatoirement à l'intérieur de la gaine. Ce dispositif devra assurer :

- La transmission des alarmes,
- La détection des anomalies ou pannes et leur transmission,
- La liaison phonique entre toute personne bloquée et le centre de télésurveillance (de type bidirectionnelle)

Les services devront comprendre :

- La permanence 24h/24h et 7 jours/7
- Le dialogue avec les personnes bloquées
- La réception des alarmes
- La gestion des interventions
- Le suivi et le contrôle des installations

L'entreprise disposera d'une ligne de téléphone par ascenseur livrée en tête de gaine par le lot "Électricité courants forts courants faibles".

Compris télésurveillance et ligne téléphonique d'appel de secours.

Finitions

La plateforme de la cabine devra être isolée de sa structure par des plots en caoutchouc pour un fonctionnement silencieux et confort de déplacement optimal.

Sol : sol souple à la charge du lot Revêtement de sols souple

Plinthes : Acier inoxydable brossé

Parois cabine : parois latérales en acier inoxydable

Barre de protection : profil en acier inoxydable brossé

Plafond : En acier laqué

Portes palières : Coulissantes à effacement latéral en acier inoxydable brossé pour l'ensemble des niveaux, y compris tout calfeutrement et encadrement.

Éclairage : Applique à éclairage indirect ou plafonniers décoratifs. L'éclairage de la cabine n'est pas permanent (hors éclairage de sécurité).

L'ensemble des teintes sera au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

Nota :

- Conformément à l'article 8 de l'arrêté du 05 Août 1992, les portes palières de la cage d'ascenseur doivent être au moins coupe-feu de degré un quart d'heure ou pare-flamme de degré une demi-heure.
- Suivant notice de sécurité incendie, les revêtements intérieurs des cabines d'ascenseurs seront constitués par des matériaux de catégorie M3 ou D-sl, d0 et, en plancher, de catégorie M4 ou Dfl-s1.

Type de commande

Boîte de commande en cabine

La cabine sera équipée d'une boîte de commande, en acier inoxydable brossé comprenant :

- Un transmetteur électrique téléphonique
- Commande par contrôle d'accès sur les paliers
- Commande à clef
- Un bouton poussoir d'appel à chacun des paliers de chaque niveau.

Nota :

- Les lecteurs de badges à l'intérieur de la cabine et sur palier seront à la charge de CLEMESY
- L'ascenseur sera équipé d'un dispositif de non-arrêt fonctionnel lors de la mise en service de la ZC du volume concerné ; la cabine sera équipée d'une commande à clef ; un système de communication sera mis en place pour permettre depuis la cabine de communiquer avec un membre du personnel (accueil).

Fonctionnement des portes cabines et palières

Portes cabines - Opérateurs de porte

Ces portes sont automatiques, coulissantes, à ouverture latérale, entraînées par un opérateur à fonctionnement linéaire, avec réouverture automatique par cellule photoélectrique. Leur motorisation sera prévue pour un usage intensif.

Système L.O.A. verrouillage mécanique de l'opérateur de portes cabines (optimisation de la sécurité en cas de personnes bloquées en cabine).

Portes palières

Ces portes seront automatiques, coulissantes, entraînées par la porte cabine en regard.

Équipement en gaines

L'ensemble des équipements en gaines sera conforme à l'ensemble des réglementations en vigueur.

Installation électrique :

- La machinerie sera alimentée sous les tensions 400V triphasé (force motrice) et 220V monophasé (Lumière) distribution à neutre mise directement à la terre. Éclairage 200 Lux au sol.
- Le moteur assurant l'entraînement de la cabine d'ascenseur sera complété d'un dispositif de transmission sans réducteur de vitesse.
- Les installations propres à la machinerie prendront leur origine des bornes aval d'un tableau électrique "arrivée" (coffret DTU) fourni, mis en place et raccordé par l'entrepreneur du Lot Ascenseurs.
- L'entrepreneur du présent lot fournira à l'entreprise d'électricité les renseignements utiles à la détermination des disjoncteurs tripolaires FM, compte tenu des caractéristiques exactes des installations de l'ascenseur.
- Tous les éléments et toutes les canalisations intéressant l'installation et situés en aval des bornes d'armoire "arrivée" en machinerie, sont sans exception à la charge de l'entrepreneur du présent lot.
- L'éclairage de la gaine est à la charge du présent lot
- La mise en œuvre du système de Manœuvre De Personne (MDP) sera à la charge de CLEMESSY. La gestion des interfaces avec CLEMESSY sera à la charge du présent lot.
- Câblage cabine vers MDP à la charge de CLEMESSY, en lien avec le titulaire du présent lot afin de travailler en sécurité sur le toit de chaque cabine d'ascenseur.
- Câblage MDP vers UTL du LCB à la charge de l'électricien

Descriptif non limitatif, prévoir tous détails et toutes sujétions pour une parfaite réalisation des travaux suivant avis du fabricant et de l'entrepreneur du présent lot.

Les prestations de finitions de la cabine ne sont données qu'à titre indicatif, les prestations définitives ne pourront être validées que par l'Architecte et le maître d'ouvrage.

Nota : Suivant la notice de sécurité incendie, la gaine de l'ascenseur créé sera ventilée naturellement par ouverture de 7 dm² libre ou 1% de la surface géométrique intérieur de la gaine (suivant directive CE des ascenseurs).

Localisation :

Suivant plans des niveaux N°UN104 à UN108 et coupes de l'Architecte.
Ascenseur de 1000 kg au droit de l'attente patients C.OMS HEH-A-00-81.

2.2 OUVRAGES DIVERS

2.2.1 PROTECTION DES CABINES

Pendant la durée des travaux jusqu'après l'emménagement, coffrages de protection de cabines en Isorel mou fourni et enlevé par l'entrepreneur du présent corps d'état, sur ordre de l'Architecte.

Fourniture pour le service de maintenance d'une bâche pour emménagements et déménagements avec crochets et tous accessoires.

Localisation :

Suivant plans des niveaux N°UN104 à UN108 et coupes de l'Architecte.
Pour la cabine ascenseur de 1000 kg au droit de l'attente patients C.OMS HEH-A-00-81.

2.2.2 CALFEUTREMENT

Les calfeutrements employés et panneaux de façades sur gaines seront métalliques et situés entre cadre et maçonnerie.

Finition idem portes palières article précédent.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les calfeutrements nécessaires des bâtis d'encadrements.

Localisation :

Suivant plans des niveaux N°UN104 à UN108 et coupes de l'Architecte.
Pour l'ascenseur de 1000 kg au droit de l'attente patients C.OMS HEH-A-00-81.

2.2.3 RECEPTION ET ESSAIS

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais de l'appareil sont à la charge du constructeur.

La vérification des installations sera effectuée par l'installateur suivi par un organisme notifié, conformément à la Directive Ascenseurs 95/16 CE.

Les fiches d'autocontrôles de l'installateur devront être adressées au bureau de contrôle préalablement à sa visite de contrôle des travaux.

La réception ne pourra être prononcée que si les essais ont donné entière satisfaction.

Les frais correspondants sont à la charge de l'Entrepreneur titulaire du Marché.

Localisation :

Suivant plans des niveaux N°UN104 à UN108 et coupes de l'Architecte.

Pour l'ascenseur de 1000 kg au droit de l'attente patients C.OMS HEH-A-00-81.

2.2.4 ENTRETIEN GRATUIT PENDANT 1 AN

L'entreprise assurera, dans le cadre de sa fourniture, l'entretien gratuit des appareils pendant 1 an à compter de la mise en service.

Localisation :

Suivant plans des niveaux N°UN104 à UN108 et coupes de l'Architecte.

Pour l'ascenseur de 1000 kg au droit de l'attente patients C.OMS HEH-A-00-81.

3 TRANCHES OPTIONNELLES

3.1 TRANCHE OPTIONNELLE 1 : REMPLACEMENT DE L'ASCENSEUR EXISTANT AVEC MISE AUX NORMES DE LA CAGE

3.1.1 ASCENSEUR VISITEUR 1000 KG - 4 NIVEAUX

L'entreprise devra la fourniture et la pose d'un ascenseur 1000 kg modèle 3000 de chez SCHINDLER ou techniquement et esthétiquement équivalent, comprenant :

Caractéristiques générales

Charge nominale (en kg) : 1000 Kg – cabine simple face de service

Vitesse de l'appareil (m/s) : 1.0 m/s

Course : 17.00 m

Nombre de faces de service : 1 face

Nombre d'arrêts : 4

Niveaux desservis : 4 niveaux (SOUS-SOL au R+2)

Dimensions cabine (mm) : 1600 x 1400 X 2200 mm de hauteur

Dimensions des gaines (mm) : 1730 x 2450 mm de profondeur

Passage libre des portes (mm) : 900

Hauteur libre des portes (mm) : 2100

Machinerie :

Incluse dans le volume de la gaine (pas de local spécifique)

Système d'élévation électrique, à vis sans fin, avec nacelle, conforme directive 2006/42/CE

Type de moteur :

Sans réducteur, compact, ne nécessitant aucune lubrification (roulements étanches), à variation de fréquence et rendement énergétique élevé (aimants permanents incrustés dans la masse) permettant une réduction de consommation électrique 16 kW.

Régulation :

La conception du système devra permettre et garantir un déplacement doux et sans à-coups.

Nivelage :

Le système de nivelage mis en œuvre devra garantir une précision d'arrêt de 2 mm

Manœuvre :

Il est précisé que le contrôleur de manœuvre devra être silencieux et installé à l'intérieur de la gaine. La manœuvre sera de type collectif. Cette manœuvre permettra, l'enregistrement des commandes de cabine et des appels paliers, ainsi que la mise en mémoire des ordres non satisfaits lorsque la cabine est en pleine charge.

Les commandes de secours et d'inspection doivent être accessibles à partir du palier. La manœuvre prendra en compte les informations de la SSI en cas d'étages sinistrés par le feu, conformément à l'article U 36 (NON STOP).

Protection antichute :

L'ascenseur sera équipé de parachute à effet amorti déclenché par le régulateur de vitesse y compris le réenclenchement à distance et le contrôle du fonctionnement depuis le palier.

Nota : Des dispositifs anti-vibratiles pour l'ensemble des équipements, treuil, moteur, poulies (y compris les poulies de renvoi et de flexion) et pour l'armoire électrique seront à mettre en œuvre

Télésurveillance :

Tous les appareils devront être équipés d'un système de télésurveillance et d'un KIT GSM dont l'armoire devra être installée obligatoirement à l'intérieur de la gaine. Ce dispositif devra assurer :

- La transmission des alarmes,
- La détection des anomalies ou pannes et leur transmission,
- La liaison phonique entre toute personne bloquée et le centre de télésurveillance (de type

bidirectionnelle)

Les services devront comprendre :

- La permanence 24h/24h et 7 jours/7
- Le dialogue avec les personnes bloquées
- La réception des alarmes
- La gestion des interventions
- Le suivi et le contrôle des installations

L'entreprise disposera d'une ligne de téléphone par ascenseur livrée en tête de gaine par le lot "Électricité courants forts-courants faibles".

Compris télésurveillance et ligne téléphonique d'appel de secours.

Finitions

La plateforme de la cabine devra être isolée de sa structure par des plots en caoutchouc pour un fonctionnement silencieux et confort de déplacement optimal.

Sol : sol souple à la charge du lot Revêtement de sols souple

Plinthes : Acier inoxydable brossé

Parois cabine : parois latérales en acier inoxydable

Barre de protection : profil en acier inoxydable brossé

Plafond : En acier laqué

Portes palières : Coulissantes à ouverture centrale en acier inoxydable brossé pour l'ensemble des niveaux, y compris tout calfeutrement et encadrement.

Éclairage : Applique à éclairage indirect ou plafonniers décoratifs. L'éclairage de la cabine n'est pas permanent (hors éclairage de sécurité).

L'ensemble des teintes sera au choix de l'architecte dans la gamme du fabricant.

Nota :

- Conformément à l'article 8 de l'arrêté du 05 Août 1992, les portes palières de la cage d'ascenseur doivent être au moins coupe-feu de degré un quart d'heure ou pare-flamme de degré une demi-heure.
- Suivant notice de sécurité incendie, les revêtements intérieurs des cabines d'ascenseurs seront constitués par des matériaux de catégorie M3 ou D-sl, d0 et, en plancher, de catégorie M4 ou Dfl-s1.

Type de commande

Boîte de commande en cabine

La cabine sera équipée d'une boîte de commande, en acier inoxydable brossé comprenant :

- Un transmetteur électrique téléphonique
- Commande par contrôle d'accès sur les paliers et à l'intérieur
- Commande à clef
- Un bouton poussoir d'appel à chacun des paliers de chaque niveau.

Nota :

- Les lecteurs de badges à l'intérieur de la cabine et sur palier seront à la charge de CLEMESSY
- L'ascenseur sera équipé d'un dispositif de non-arrêt fonctionnel lors de la mise en service de la ZC du volume concerné ; la cabine sera équipée d'une commande à clef ; un système de communication sera mis en place pour permettre depuis la cabine de communiquer avec un membre du personnel (accueil).

Fonctionnement des portes cabines et palières

Portes cabines - Opérateurs de porte

Ces portes sont automatiques, coulissantes, à ouverture latérale, entraînées par un opérateur à fonctionnement linéaire, avec réouverture automatique par cellule photoélectrique. Leur motorisation sera prévue pour un usage intensif.

Système L.O.A. verrouillage mécanique de l'opérateur de portes cabines (optimisation de la sécurité en cas de personnes bloquées en cabine).

Portes palières

Ces portes seront automatiques, coulissantes, entraînées par la porte cabine en regard.

Équipement en gaines

L'ensemble des équipements en gaines sera conforme à l'ensemble des réglementations en vigueur.

Installation électrique :

- La machinerie sera alimentée sous les tensions 400V triphasé (force motrice) et 220V monophasé (Lumière) distribution à neutre mise directement à la terre. Éclairage 200 Lux au sol.
- Le moteur assurant l'entraînement de la cabine d'ascenseur sera complété d'un dispositif de transmission sans réducteur de vitesse.
- Les installations propres à la machinerie prendront leur origine des bornes aval d'un tableau électrique "arrivée" (coffret DTU) fourni, mis en place et raccordé par l'entrepreneur du Lot Ascenseurs.
- L'entrepreneur du présent lot fournira à l'entreprise d'électricité les renseignements utiles à la détermination des disjoncteurs tripolaires FM, compte tenu des caractéristiques exactes des installations de l'ascenseur.
- Tous les éléments et toutes les canalisations intéressant l'installation et situés en aval des bornes d'armoire "arrivée" en machinerie, sont sans exception à la charge de l'entrepreneur du présent lot.
- L'éclairage de la gaine est à la charge du présent lot
- La mise en œuvre du système de Manœuvre De Personne (MDP) sera à la charge de CLEMESSEY. La gestion des interfaces avec CLEMESSEY sera à la charge du présent lot.
- Câblage cabine vers MDP à la charge de CLEMESSEY, en lien avec le titulaire du présent lot afin de travailler en sécurité sur le toit de chaque cabine d'ascenseur.
- Câblage MDP vers UTL du LCB à la charge de l'électricien

Descriptif non limitatif, prévoir tous détails et toutes sujétions pour une parfaite réalisation des travaux suivant avis du fabricant et de l'entrepreneur du présent lot.

Les prestations de finitions de la cabine ne sont données qu'à titre indicatif, les prestations définitives ne pourront être validées que par l'Architecte et le maître d'ouvrage.

Nota : Suivant la notice de sécurité incendie, la gaine de l'ascenseur créé sera ventilée naturellement par ouverture de 7 dm² libre ou 1% de la surface géométrique intérieur de la gaine (suivant directive CE des ascenseurs).

Localisation :

Suivant plan de démolition N°UN100 à UN103, plan projet N°UN104 à UN108 de l'Architecte et notamment en remplacement de l'ascenseur existant de 630 kg incorporé dans l'escalier monumental préalablement déposé.

3.1.2 OUVRAGES DIVERS

3.1.2.1 PROTECTION DES CABINES

Pendant la durée des travaux jusqu'après l'emménagement, coffrages de protection de cabines en Isorel mou fourni et enlevé par l'entrepreneur du présent corps d'état, sur ordre de l'Architecte.

Fourniture pour le service de maintenance d'une bâche pour les emménagements et déménagements avec des crochets et tous accessoires.

Localisation :

Suivant plan de démolition N°UN100 à UN103, plan projet N°UN104 à UN108 de l'Architecte. Pour l'ascenseur 1000 kg en lieu et place de l'ancien ascenseur de 630 kg incorporé dans l'escalier monumental

3.1.2.2 CALFEUTREMENT

Les calfeutrements employés et panneaux de façades sur gaines seront métalliques et situés entre cadre et maçonnerie.

Finition idem portes palières article précédent.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les calfeutrements nécessaires des bâtis d'encadrements.

Localisation :

Suivant plan de démolition N°UN100 à UN103, plan projet N°UN104 à UN108 de l'Architecte. Pour l'ascenseur 1000 kg en lieu et place de l'ancien ascenseur de 630 kg incorporé dans l'escalier monumental

3.1.2.3 RECEPTION ET ESSAIS

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais de l'appareil sont à la charge du constructeur.

La vérification des installations sera effectuée par l'installateur suivi par un organisme notifié, conformément à la Directive Ascenseurs 95/16 CE.

Les fiches d'autocontrôles de l'installateur devront être adressées au bureau de contrôle préalablement à sa visite de contrôle des travaux.

La réception ne pourra être prononcée que si les essais ont donné entière satisfaction.

Les frais correspondants sont à la charge de l'Entrepreneur titulaire du Marché.

Localisation :

Suivant plan de démolition N°UN100 à UN103, plan projet N°UN104 à UN108 de l'Architecte. Pour l'ascenseur 1000 kg en lieu et place de l'ancien ascenseur de 630 kg incorporé dans l'escalier monumental

3.1.2.4 ENTRETIEN PENDANT 1 AN

L'entreprise assurera, dans le cadre de sa fourniture, l'entretien gratuit des appareils pendant 1 an à compter de la mise en service.

Localisation :

Suivant plan de démolition N°UN100 à UN103, plan projet N°UN104 à UN108 de l'Architecte. Pour l'ascenseur 1000 kg en lieu et place de l'ancien ascenseur de 630 kg incorporé dans l'escalier monumental